

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 66 – Semaines du 4 au 15 décembre 2023

Sommaire

Environnement & Climat

- A la COP28, le gouvernement brésilien précise son **Plan de transformation écologique**

Energie

- Le Brésil rejoint l'**Alliance mondiale pour l'éolien en mer**
- **Les enchères pétrolières attirent les Majors**, avec toutefois un intérêt limité pour le pré-sel
- Le Brésil rejoint la **Coalition pour la certification mondiale de l'hydrogène**
- Le **prix encore élevé de l'hydrogène vert (H2V)** contraint à ce jour sa production industrielle au Brésil
- **Le BRGM et le SGB signent un accord** pour coopérer en matière de transition énergétique

Infrastructures & Transports

- **Le Mercosul crée un fonds de 50 Mds BRL** pour le développement de « routes d'intégration »
- L'Abdid prévoit une **augmentation des investissements dans les infrastructures de 20%** en 2023

Et Aussi

- Le nombre d'**appels d'offres de concessions et PPP** atteint son **plus haut niveau** historique en 2023
- **La BNDES signe des accords** pour le développement durable **avec la NDB et la Banque mondiale**

Amazonie & Biomes

- La BNDES lance le **projet « Arco da Restauração da Amazônia »**
- Le **plan de lutte contre la déforestation dans le Cerrado** (PPCerrado) est mis à jour
- **La Norvège et le Royaume-Uni** annoncent de nouvelles **contributions au Fonds Amazonie**

Suivi des alertes à la déforestation (Amazonie légale et Cerrado)

Environnement & Climat

A la COP28, le gouvernement brésilien précise son Plan de transformation écologique

Dans le cadre de la COP28, **le ministre de l'Economie et des Finances du Brésil, M. Fernando Haddad, a apporté des précisions concernant le Plan de transformation écologique du pays.** Initié en août 2023, ce plan a pour objectif d'aligner le développement économique et social avec la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

Sur la base d'études réalisées par des acteurs privés mandatés par le gouvernement brésilien, **le plan nécessitera sur les dix prochaines années des investissements compris entre 130 et 160 Mds USD annuels.** Ils seront principalement destinés au **développement d'infrastructures** dans une perspective d'adaptation au changement climatique, à la **production d'énergie** et à **l'industrialisation**, et pourraient générer **entre 7,5 et 10 millions d'emplois.** A date, le Plan de transformation écologique intègre **33 actions, réparties en 6 axes : (i) finance durable** (5 actions) ; **(ii) innovation du secteur productif** (5 actions) ; **(iii) bioéconomie** (7 actions) ; **(iv) transition énergétique** (10 actions) ; **(v) économie circulaire** (4 actions) ; **et (vi) infrastructures « vertes » et adaptation au changement climatique** (2 actions). Si **5 actions ont d'ores et déjà été menées à leur terme** (e.g. relance du programme *Pró-Catador* pour le recyclage des déchets, incitations à l'agriculture familiale, etc.), **10 sont en cours de mise en œuvre** (e.g. obligations souveraines vertes, plan de lutte contre la déforestation en Amazonie, *Plano Safra 2023/2024* pour l'agriculture, taxe sur l'importation de véhicules électrifiés dès janvier 2024, etc.). Enfin, **18 actions sont actuellement en cours d'élaboration ou de débat au Congrès national** (e.g. marché carbone réglementé, *Bolsa Verde* pour le paiement de services environnementaux, extension des concessions forestières, SAF (*sustainable aviation fuels*), politique nationale de l'hydrogène vert, cadre réglementaire sur l'éolien *offshore*, etc.).

D'ici la COP30, qui aura lieu en 2025 à Belém (Etat du Pará), le gouvernement brésilien vise la réalisation d'une centaine d'initiatives. De nouvelles actions devraient être annoncées dans le cadre de la présidence brésilienne du G20, débutée le 1^{er} décembre 2023. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Energie

Le Brésil rejoint l'Alliance mondiale pour l'éolien en mer

Dans le cadre de la **COP28**, et d'une réunion ministérielle des pays membres de la **Gowa (Global Offshore Wind Alliance)**, **l'adhésion du Brésil à cette alliance a été approuvée.** Alors qu'un **cadre réglementaire** dédié à l'éolien en mer est **en préparation** par le Congrès national (approbation par la Chambre le 29 novembre et étude en cours au Sénat), l'enjeu est de **faire la promotion de cette énergie** au niveau international et d'**échanger des connaissances** avec les autres pays membres (Danemark, Australie, Belgique, Colombie, Allemagne, Irlande, Japon, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Californie, Union européenne et Panama). L'adhésion du Brésil est motivée par le **potentiel qu'offre le pays, évalué à 700 gigawatts (GW),**

et le développement déjà important de sa **filière éolienne terrestre** : celle-ci regroupe dans 900 parcs éoliens des **capacités de 26 GW**, soit 11,8% de sa capacité installée d'électricité. (Article [ici](#))

Les enchères pétrolières attirent les Majors, avec toutefois un intérêt limité pour le pré-sel

Organisées par l'Agence nationale du pétrole, du gaz naturel et des biocarburants (ANP) le 13 décembre, les enchères pétrolières ont porté sur la **mise en concession de 602 blocs d'exploration** dans 9 bassins sédimentaires, terrestres et maritimes.

192 blocs d'exploration ont été attribués à 15 entreprises, dont certaines participaient pour la première fois -par exemple le brésilien Elysian, qui s'est vu attribuer 122 blocs (terrestres). **Les succès notables sont ceux des consortiums formés par le brésilien Petrobras/l'anglo-néerlandais Shell/le chinois CNOOC, Petrobras/Shell et l'américain Chevron** dans le bassin sédimentaire de Pelotas (Etat du Rio Grande do Sul). Au total ces trois consortiums devraient investir plus de **1,5 Md BRL (277 M EUR)** dans cette zone d'exploration. **Ces enchères permettent à Petrobras de doubler sa zone d'exploration**, dont les potentielles recettes viseront à financer la transition énergétique. **Quant à Shell, ces enchères représentent 29 nouveaux contrats de concessions** -dont Petrobras sera l'opérateur-, portant sa présence au Brésil à 68 contrats d'exploration et de production. Au total, **les enchères ont permis à l'Union fédérale de récolter 421 M BRL (78,6 M EUR) de bonus** (179,69% des mises minimum) ; et ont vu les lauréats s'engager à des **investissements totaux de 2 Mds BRL (369,7 M EUR)**.

Lors de ces enchères, **l'ANP a également présenté 5 blocs sous régime de partage de la production dans les bassins sédimentaires du pré-sel de Santos et de Campos**. Ils ont fait l'objet d'une offre unique, de la part de la Major britannique **BP Energy** pour le bloc de Tupinamba. BP Energy accordera à l'Union 6,5% de sa production, et investira **360 M BRL (67 M EUR)**. (Article [ici](#))

Le Brésil rejoint la Coalition pour la certification mondiale de l'hydrogène

Aux côtés de plus de 30 pays¹, et dans le contexte de la COP28, le Brésil a signé une **déclaration d'intention pour la reconnaissance mutuelle des règles de certification de l'hydrogène (i) bas carbone, (ii) renouvelable, et (iii) de ses produits dérivés**. L'objectif affiché est de coopérer pour **accélérer le développement de la production et du commerce mondial d'hydrogène**, dans une perspective de transition énergétique des industries. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), l'enjeu est notamment de **clarifier l'utilisation de termes** (e.g. « renouvelable », « propre ») ou couleurs (e.g. « vert ») **pour désigner les modes de production**, et in fine le **niveau réel d'émissions de gaz à effet de serre (GES) associé** à la production.

Cette initiative est soutenue par le **lancement d'une norme mondiale** établie par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO), **ISO/TS 19870:2023**. Elle vise à **structurer la réglementation mondiale de l'hydrogène à venir en analysant précisément les émissions de GES**, de la production à la consommation, y compris le transport. L'enjeu est **d'assurer la transparence et la confiance** entre investisseurs et consommateurs sur le marché de l'hydrogène. (Article [ici](#))

¹ Antigua-et-Barbuda, Arménie, Australie, Belgique, Brunei, Brésil, Canada, Chili, Égypte, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Corée, Malaisie, Mauritanie, Moldavie, Maroc, Namibie, Pays-Bas, Nigeria, Norvège, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Portugal, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Singapour, Afrique du Sud, Emirats Arabes Unis, Royaume-Uni, Ukraine, Etats-Unis, Yémen.

Le prix encore élevé de l'hydrogène vert (H2V) contraint à ce jour sa production industrielle au Brésil

Malgré des ressources abondantes en eau et en énergie renouvelable - indispensables à l'électrolyse de l'H2V- **le coût de production de l'hydrogène vert, entre 6 USD et 8 USD par kilo, demeure un facteur limitant.** Pour être compétitif à l'exportation, les observateurs estiment que **le prix cible devrait être compris entre 1,5 USD et 2 USD par kilo.**

Pour les entreprises, **le prix de l'électricité**, qui représente 60 à 80% des coûts de l'hydrogène vert, **représente un levier significatif** afin de maîtriser les prix. A ce titre, le directeur de l'ingénierie de Casa dos Ventos réclame, pour baisser les coûts de l'énergie éolienne, une baisse de l'ICMS et des coûts de transport. Il invite par ailleurs à **distinguer une production pour le marché national (entre 4 USD et 5 USD), et une production à des prix plus compétitifs (entre 2 USD et 3 USD) et qui serait destinée à l'exportation.** A date, les **Etats-Unis**, qui profitent de coûts de production plus faibles et subventionnent largement la production d'hydrogène vert, sont en mesure de proposer l'H2V sur le marché à **3 USD par kilo.** (Article [ici](#))

Le BRGM et le SGB signent un accord pour coopérer en matière de transition énergétique

Fin novembre, le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) de France et le Service Géologique Brésilien (SGB) sont convenus d'un **partenariat.** Celui-ci couvrira les **domaines (i) des minéraux critiques** pour la transition énergétique ; **(ii) de l'utilisation de l'uranium ; et (iii) du stockage géologique du CO₂ dans les aquifères salins profonds.** L'enjeu est notamment d'**alimenter les décisions publiques et privées** en matière de prospection et d'exploitation des gisements d'uranium (Articles [ici](#) et [ici](#))

Infrastructures & Transports

Le Mercosul crée un fonds de 50 Mds BRL pour le développement de « routes d'intégration »

Dans le cadre du **sommet du Mercosul**, qui s'est tenu à Rio de Janeiro le 7 décembre, les pays membres de l'organisation économique régionale -Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay- ont annoncé la **création d'un fonds de 50 Mds BRL (9,4 Mds EUR).** Il vise à financer le **développement d'infrastructures logistiques**, par la mise à disposition de lignes de crédit et par l'appui à la structuration de projets. **Les cinq projets de « routes d'intégration »**, qui bénéficieront de ce fonds et qui devraient être **achevés entre 2025 et 2027**, concernent tous en partie le Brésil : **(i) la Rota Multimodal Manta-Manaus** (reliant les Etats d'Amazonas, du Roraima, du Pará et de l'Amapá à la Colombie, au Pérou et à l'Equateur) ; **(ii) la Rota de Capricórnio** (reliant les Etats du Mato Grosso do Sul, du Paraná et de Santa Catarina au Paraguay, à l'Argentine et au Chili) ; **(iii) la Rota Porto Alegre-Coquimbo** (reliant l'Etat du Rio Grande do Sul et l'Argentine à l'Uruguay et au Chili) ; **(iv) la Rota do Quadrante Rondon** (reliant les Etats d'Acre, de Rondônia et du Mato Grosso à la Bolivie et au Pérou) ; **et (v) la Rota da Ilha das Guianas** (reliant les Etats de l'Amapá, du Roraima, de l'Amazonas et du Pará au Guyana, à la Guyane française, au Suriname et au Venezuela). Ces projets soutiendront le **développement de routes, de chemins de fer et de voies navigables.**

L'enjeu est notamment de **relier les régions brésiliennes productrices de grains et commodités aux ports situés sur la côte Pacifique**, et de **faciliter le commerce avec d'autres continents** tels que l'Asie. Au-delà de la dimension logistique, les fonds pourront contribuer à financer des **projets d'intégration en matière de connectivité numérique, d'énergie, de procédures douanières, de protection de l'environnement voire de tourisme** entre les membres du Mercosul.

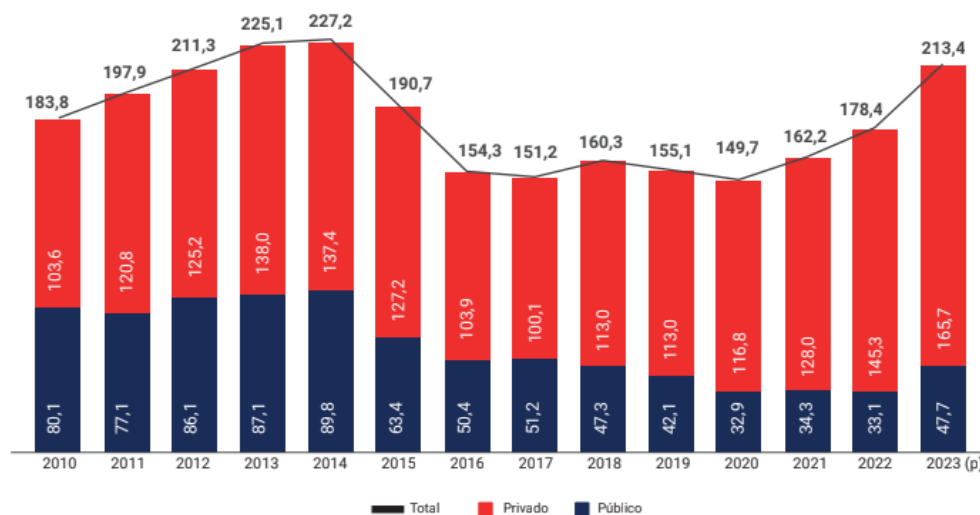
Sur les 50 Mds BRL (9,4 Mds EUR) annoncés, **la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) brésilienne, la Corporation Andine de Développement (CAF) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) contribueront chacune à hauteur de 15 Mds BRL (2,8 Mds EUR)**. Les 5 Mds BRL (940 M EUR) restants seront conjointement financés par la banque de développement FONPLATA -a minima à hauteur de 3 Mds BRL (560 M EUR)- et la BID. Selon le président de la BNDES, M. Aloizo Mercadante, **la banque de développement brésilienne ne financera que les ouvrages et travaux prévus sur le territoire brésilien (environ 124)**. La première réunion du fonds est prévue en janvier 2024. (Articles [ici](#) et [ici](#))

L'Abdid prévoit une augmentation des investissements dans les infrastructures de 20% en 2023

L'Abdid (Association brésilienne des infrastructures et des industries de base) a publié le 5 décembre l'**édition 2023 du « Livre bleu des infrastructures »**, qui analyse l'état et les perspectives des investissements dans les infrastructures.

Investimento Público e Privado na Infraestrutura (em R\$ bilhões) – Em valores constantes de 2023

2023 = previsão. Atualizado pelo IPCA no período (até set 2023)
Fonte: ABDIB



Les investissements -publics et privés- dans les secteurs des transports, de l'énergie électrique, de l'eau et l'assainissement et des télécommunications devraient s'élever à la fin de l'année 2023 à **213,4 Mds BRL (40,1 Mds EUR)**. Il s'agit d'une **hausse de 19% par rapport à 2022**, et du **3^{ème} montant le plus important depuis 2010**, après des pics en 2013 (225,1 Mds BRL -42,4 Mds EUR-) et 2014 (227,2 Mds BRL -24,8 Mds EUR-). A titre de comparaison, **l'Abdid estime que des investissements de l'ordre de 462,3 Mds BRL (87 Mds EUR) annuels seraient nécessaires** pour que le Brésil atteigne un niveau de développement équivalent à celui des pays développés dans la prochaine décennie. **Si les investissements publics ont augmenté de 43% par rapport à 2022, la grande majorité des investissements -78%- provient du secteur privé** (également en hausse, de 14% par rapport à

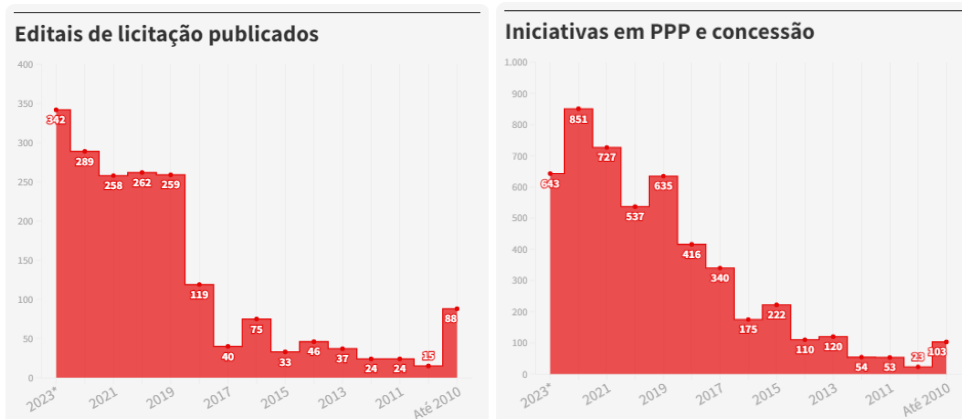
2022). Le président de l'Abdib, M. Venilton Tadini, explique ceci par la mise en œuvre du **Programme de Partenariats d'Investissement (PPI)** -programme de désétatisation initié en 2016-, en particulier dans les secteurs aéroportuaire et ferroviaire, et plus récemment dans l'eau et l'assainissement.

Enfin, l'étude propose une **estimation des investissements privés sur la période 2024-2028, de l'ordre de 201,3 Mds BRL (37,7 Mds EUR)**. Ils concernent **518 projets de concessions et partenariats public-privé (PPP)** menés aux niveaux fédéral, étatique et municipal. Sectoriellement, les investissements se répartiraient ainsi : **(i) transport routier : 66,7 Mds BRL (12,5 Mds EUR) ; (ii) transport ferroviaire : 45,9 Mds BRL (8,6 Mds EUR) ; (iii) eau et assainissement : 44,7 Mds BRL (8,4 Mds EUR) ; (iv) mobilité urbaine : 19,2 Mds BRL (3,6 Mds EUR) ; (v) ports : 12,4 Mds BRL (2,3 Mds EUR) ; (vi) infrastructures sociales : 7,1 Mds BRL (1,3 Md EUR) ; et (v) aéroports : 5,3 Mds BRL (1 Md EUR)**. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Et Aussi

Le nombre d'appels d'offres de concessions et PPP atteint son plus haut niveau historique en 2023

Selon le cabinet de conseil **Radar PPP**, **342 appels d'offres relatifs à des projets de mise en concession ou de partenariats public-privé (PPP)** ont été publiés **entre janvier et octobre 2023**. Alors que l'année 2023 n'est pas terminée, il s'agit du **plus haut niveau jamais observé au Brésil** -le précédent ayant été atteint en 2022, avec 289 avis publiés-. Ceci s'inscrit dans une **dynamique pluriannuelle**, toutes les années depuis 2019 ayant enregistré le lancement d'au moins 250 appels d'offres.



Outre le nombre d'appels d'offres, **au mois d'octobre 2023, le cap des 5 000 projets de concessions et de PPP a également été franchi**. Sur les 5 009 initiatives enregistrées à la fin du mois d'octobre par Radar PPP, **les municipalités représentaient 67,7%** (3 389 projets), **les Etats 19,5%** (977 projets), **le gouvernement fédéral 7,2%** (361 projets) et les consortia publics -notamment de municipalités- **5,6%** (282 projets). De plus, **68% des 5 009 projets (3 391) ont été initiés au cours des cinq dernières années** (soit entre 2019 et octobre 2023). Cette hausse s'est accompagnée d'une **croissance du nombre de contrats de concession et PPP effectivement signés** (1 197 entre 2019 et octobre 2023). Ils ont atteint un **pic en 2022** (205 contrats signés), **qui pourrait être dépassé en 2023** (entre janvier et octobre, 166 contrats signés ; et 54 appels d'offres restants).

Selon Radar PPP, l'augmentation du nombre et l'amélioration de la qualité des projets de concession et PPP s'explique par **quatre raisons**: **(i) la consolidation de l'environnement réglementaire** relatif aux concessions et PPP; **(ii) l'amélioration des capacités techniques de modélisation et de structuration** des contrats et projets, notamment grâce au **soutien des banques publiques fédérales** (e.g. BNDES, Caixa Econômica); **(iii) une perception de l'amélioration du service public** par la délégation au secteur privé; **et (iv) la compatibilité des compétences des municipalités avec les modèles de PPP**. Le cabinet de conseil estime que **deux enjeux structurants demeurent**: **la réalisation d'études de faisabilité réalistes** (en particulier sur les investissements CAPEX et OPEX) d'une part, **et une répartition des risques mieux équilibrée** d'autre part. (Articles [ici](#) et [ici](#))

La BNDES signe des accords pour le développement durable avec la NDB et la Banque mondiale

Le 2 décembre, **la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) et la Banque mondiale ont signé un protocole d'accord (MoU)**. Celui-ci prévoit le **développement de mécanismes financiers** -en particulier pour stimuler l'investissement privé- et le **soutien de projets relatifs à la chaîne de valeur de l'hydrogène bas carbone**, incluant les secteurs des énergies renouvelables, de la logistique et des infrastructures et de l'industrie. Par ailleurs, les deux banques dialoguent concernant une **possible ligne de financement de 1 Md USD** de la part de la Banque mondiale. Elle doterait un fonds visant à **couvrir les risques associés au développement de projets d'hydrogène bas carbone**.

Le 6 décembre, **la BNDES et la Nouvelle Banque de Développement (NDB) -ou «banque des BRICS»- ont signé deux accords de financement, pour un montant total de 1,7 Md USD** (environ 8,5 Mds BRL). D'une part, **500 M USD -30%-** seront affectés à des projets d'**adaptation ou d'atténuation du changement climatique**, en particulier la prévention et réponse aux **événements climatiques extrêmes**, la gestion des **déchets solides** et la préservation de la **forêt sur pied**. D'autre part, **1,2 Md USD -70%-** financera le développement d'**infrastructures durables**. Inclus dans le *Novo PAC* (grand programme d'investissement initié par le gouvernement fédéral en août 2023), ces travaux relèvent de plusieurs secteurs: **énergies renouvelables, transports, logistique, eau et assainissement, mobilité urbaine, technologies de l'information et de la communication, infrastructures sociales** (éducation et santé). L'ensemble des fonds pourra être **attribué par la BNDES à des acteurs publics et privés**, dans l'ensemble du territoire brésilien. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Amazonie & Biomes

La BNDES lance le projet « Arco da Restauração da Amazônia »

Le 2 décembre, dans le cadre de la COP28, la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) a annoncé le lancement du **projet « Arco da Restauração da Amazônia »** (« Arc de restauration de l'Amazonie »). **40 Mds USD (environ 200 Mds BRL) seront dédiés à la restauration de 24 millions d'hectares de forêt amazonienne au Brésil d'ici 2050** -l'équivalent de la superficie du Royaume-Uni-. Il se décompose en **deux étapes**: (i) la restauration de **6 millions d'hectares**

d'ici 2030 (coût estimé à 10 Mds USD, soit 50 Mds BRL); et (ii) la restauration de **18 millions d'hectares entre 2031 et 2050** (coût estimé à 30 Mds USD, soit 150 Mds BRL). **La BNDES va d'ores et déjà engager 1 Md BRL**, dont 450 M BRL (dons) provenant du Fonds Amazonie et 550 M BRL (prêts) du Fonds Climat². Ces ressources vont financer la **première initiative du projet, qui sera déployée sur 4,5 millions d'hectares** - l'équivalent de la superficie du Danemark-, ayant un statut d'unités de conservation, de terres quilombolas, de réserves autochtones ou étant des terres publiques à date non attribuées. Au-delà de la protection de la forêt, le projet prévoit dans ces zones le **développement de la bioéconomie** (açai, pupunha, noix, cupuaçu et bois) **et de l'agriculture familiale**. Ensuite, **l'enjeu pour la BNDES sera de lever des fonds supplémentaires** sur les marchés internationaux et auprès de fonds souverains; en ce sens, la banque de développement publiera prochainement un **avis public, intitulé *Restaura Amazônia* et visant à recevoir les contributions publiques comme privées**. (Article [ici](#))

Le plan de lutte contre la déforestation dans le Cerrado (PPCerrado) est mis à jour

Le 28 novembre, **le gouvernement brésilien a présenté la 4^{ème} phase du Plan d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation et des incendies dans le Cerrado (PPCerrado), portant sur la période 2023-2027**. Initialement lancé en 2010, le plan avait fait l'objet de trois phases avant d'être révoqué en 2019. La 4^{ème} phase est **pilotée par le ministère de l'Environnement et du Changement climatique**, et a fait l'objet de **contributions de 12 autres ministères, d'instituts et agences** dépendant du gouvernement fédéral **ainsi que de la société civile**.

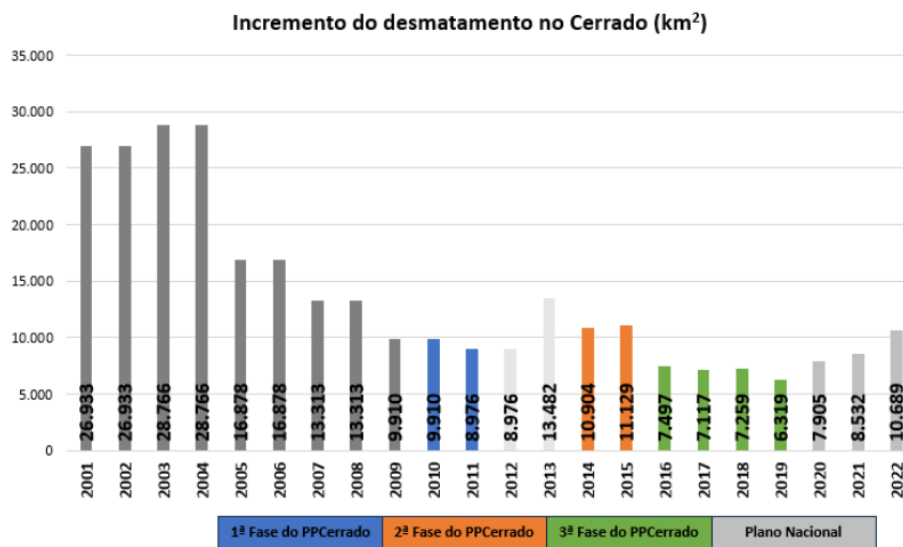
D'abord, le PPCerrado souligne **quatre spécificités de la déforestation dans le biome du Cerrado** : **(i) la difficulté à contrôler la déforestation dite « légale »** (i.e. autorisée par la loi) ; **(ii) la faible superficie du territoire consacrée à des aires protégées**; **(iii) l'expansion des activités d'élevage et d'agriculture** ces dernières années, associée à des problématiques de **gestion du foncier et des ressources en eau**; **et (iv) l'augmentation des incendies**, majoritairement de cause anthropique.

Visant l'objectif **« zéro déforestation illégale » d'ici 2030**, et associé à une **compensation des émissions** de gaz à effet de serre (GES) **issues de la déforestation légale**, le plan se structure autour de **175 objectifs répartis en 4 axes** :

- 1. Les activités productives durables** : cette composante inclut des actions en matière de **bioéconomie, gestion forestière, restauration** de terres dégradées, **agriculture familiale, recherche, formation** et assistance technique.
- 2. La surveillance et le contrôle de l'environnement** : cette composante vise le **renforcement des contrôles et sanctions** des crimes environnementaux ainsi que des **capacités de surveillance et de prévention** de ceux-ci. Elle prévoit également la mise en place d'une **gestion intégrée des incendies** et **l'intégration des données relatives à la déforestation** dans le biome (à date réparties entre différents organismes fédéraux, étatiques et municipaux).

² Créé en 2009, le Fonds National sur le Changement Climatique (FNMC), ou Fonds Climat, soutient des études, projets et entreprises s'inscrivant dans une perspective d'adaptation et/ou d'atténuation du changement climatique. Il fournit des ressources remboursables -gérées par la BNDES- ou non-remboursables -gérées par le ministère de l'Environnement et du Changement climatique-, autour de 9 axes thématiques : (i) mobilités urbaines ; (ii) villes durables et changement climatique ; (iii) machines et équipements efficaces ; (iv) énergies renouvelables ; (v) gestion des déchets et cogénération ; (vi) charbon végétal ; (vii) gestion de forêts primaires ; (viii) projets et services relatifs à la réduction des émissions de GES ; et (ix) projets innovants portés par des entrepreneurs. Si le fonds est déjà doté d'environ 2 Mds BRL (375 M EUR), il vise une dotation de 10,4 Mds BRL (1,9 Md EUR), notamment par la mobilisation des marchés financiers et l'émission d'obligations souveraines vertes.

3. **L'aménagement foncier et territorial** : cette composante propose des actions de **régularisation foncière, en particulier des terres publiques** fédérales ou étatiques. Elle incite à prioriser leur définition en tant que **réserves autochtones et quilombolas ou unités de conservation**. Cet axe intègre également des propositions en matière d'**aménagement du territoire**, de la planification et l'**alignement des grands projets d'infrastructures** avec l'objectif « zéro déforestation illégale » d'ici 2030, à la mise en place de **mécanismes valorisant le rôle de la végétation native**, par exemple sur l'eau (quantitativement et qualitativement).
4. **Des instruments normatifs et économiques** : cette composante vise le **développement et déploiement de tels instruments**, au service de la réduction de la déforestation et de la mise en œuvre des actions des 3 premiers axes.



Les trois premières phases du PPCerrado avaient enregistré une baisse de la déforestation dans le biome (-36% entre 2010 et 2019, incluant les années 2012 et 2013 non couvertes par le plan). **Si la 4^{ème} phase est structurée à l'horizon 2027, elle vise la réalisation de certains objectifs dès 2024, 2025 et 2026 ; elle pourrait en ce sens démontrer de premiers résultats** lors de la publication des prochaines données sur la déforestation dans le biome (programme PRODES) par l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE), qui porteront **sur la période août 2023-juillet 2024**.

Après la mise à jour des plans de prévention et de lutte contre la déforestation en **Amazonie légale (PPCDAm) en juin 2023** et dans le **Cerrado (PPCerrado) en novembre**, le gouvernement fédéral souhaite **adopter de tels plans pour l'ensemble des autres biomes terrestres brésiliens (Caatinga, Mata Atlântica, Pampa, Pantanal) d'ici la fin du premier semestre 2024**. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

La Norvège et le Royaume-Uni annoncent de nouvelles contributions au Fonds Amazonie

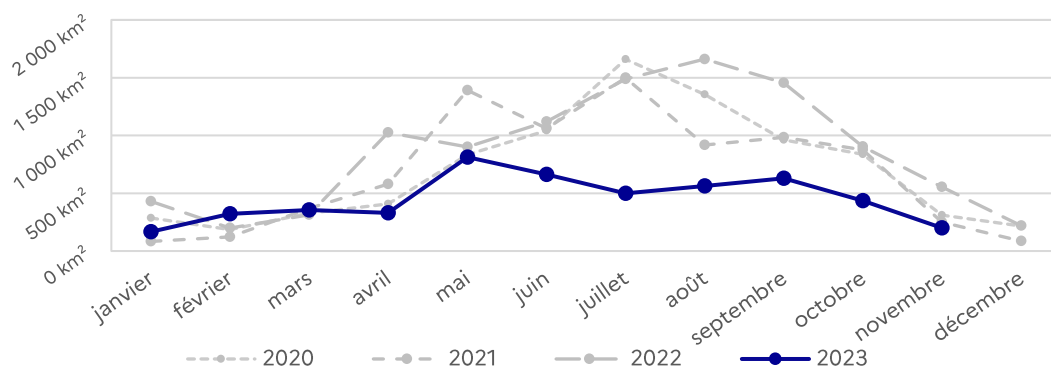
Créé en 2008 et géré par la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES), le Fonds Amazonie finance des **actions de prévention, de surveillance et de lutte contre la déforestation et de gestion durable de l'Amazonie**. Depuis avril 2023, plusieurs **contributions ont été annoncées** par les **Etats-Unis** (500 M USD -sous réserve de l'approbation du Congrès américain-), le **Royaume-Uni** (100 M USD), l'**Union européenne** (20 M USD), la **Suède** (6 M USD) et le

Danemark (22 M USD). A l'occasion de la COP28, la Norvège et le Royaume-Uni ont annoncé de nouvelles contributions.

La Norvège a ainsi annoncé le 11 décembre verser 50 M USD (environ 245 M BRL) supplémentaires au Fonds Amazonie. A la création du fonds en 2008, le gouvernement norvégien avait contribué à hauteur de 93,8% aux 1,3 Md USD (6,4 Mds BRL) de dons reçus, soit 1,2 Md USD (6 Mds BRL). Ces contributions font du gouvernement norvégien le premier donateur du Fonds Amazonie depuis sa création.

Par ailleurs, le Royaume-Uni a annoncé le 2 décembre une nouvelle contribution de 35 M GBP (environ 215 M BRL), après une première annonce de 80 M GBP (environ 500 M BRL) en mai 2023. En parallèle, le ministère du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services du Brésil et le ministère de la Sécurité énergétique et du Net zéro du Royaume-Uni ont signé un accord de coopération pour la décarbonation du secteur industriel brésilien. Ainsi, le Hub de la décarbonation industrielle du Brésil (HDIB) recensera et réunira les partenaires internationaux souhaitant investir en ce sens : fournisseurs d'assistance technique, bailleurs de fonds internationaux, investisseurs privés, etc. Son objectif sera de faciliter l'identification, l'alignement voire la réunion des projets proposés. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Alertes à la déforestation en Amazonie légale (biomes de l'Amazônia -100%-, du Pantanal -40%- et du Cerrado -37%-)



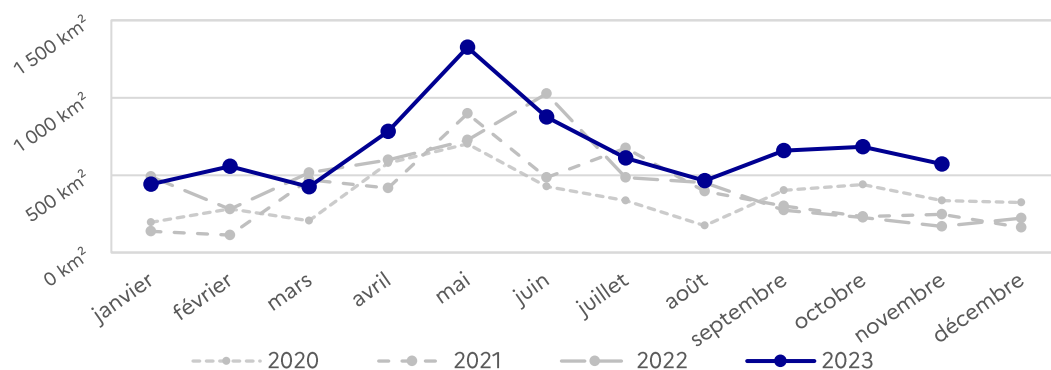
Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

2023
Période du 1^{er} janvier
au 8 décembre

4 994 km²

-51% Par rapport à 2022

Alertes à la déforestation dans le Cerrado (biome du Cerrado -100%-)



Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

2023
Période du 1^{er} janvier
au 8 décembre

7 591 km²

+42% Par rapport à 2022

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Mathieu RIVALLAIN, Clémence PIERRE, François-Xavier FLAMAND, Paul D'HUMIERES

Abonnez-vous : clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr